

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingtième session
Rome, 17-18 décembre 2003

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE DANS LES ZONES SEMI-ARIDES
DES ÉTATS DE FALCÓN ET DE LARA (PROSALAFI II)**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTES DE LA ZONE DU PROJET	iv-v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Les enseignements tirés de l'expérience du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Venezuela	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	 15

APPENDIXES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS IN VENEZUELA (PRÊT ANTÉRIEURS DU FIDA AU VENEZUELA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. LESSONS LEARNED FROM PHASE I OF THE PROSALAFI PROJECT (ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA PREMIÈRE PHASE DU PROJET PROSALAFI)	8
V. THE POVERTY AND GENDER SITUATION IN VENEZUELA (PAUVRETÉ ET SITUATION DE LA FEMME AU VENEZUELA)	10
VI. PROJECT STRATEGY AND DESIGN (STRATÉGIE ET CONCEPTION DU PROJET)	12
VII. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Bolivar (VEB)
1,00 USD	=	1,600 VEB
1,00 VEB	=	0,006 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

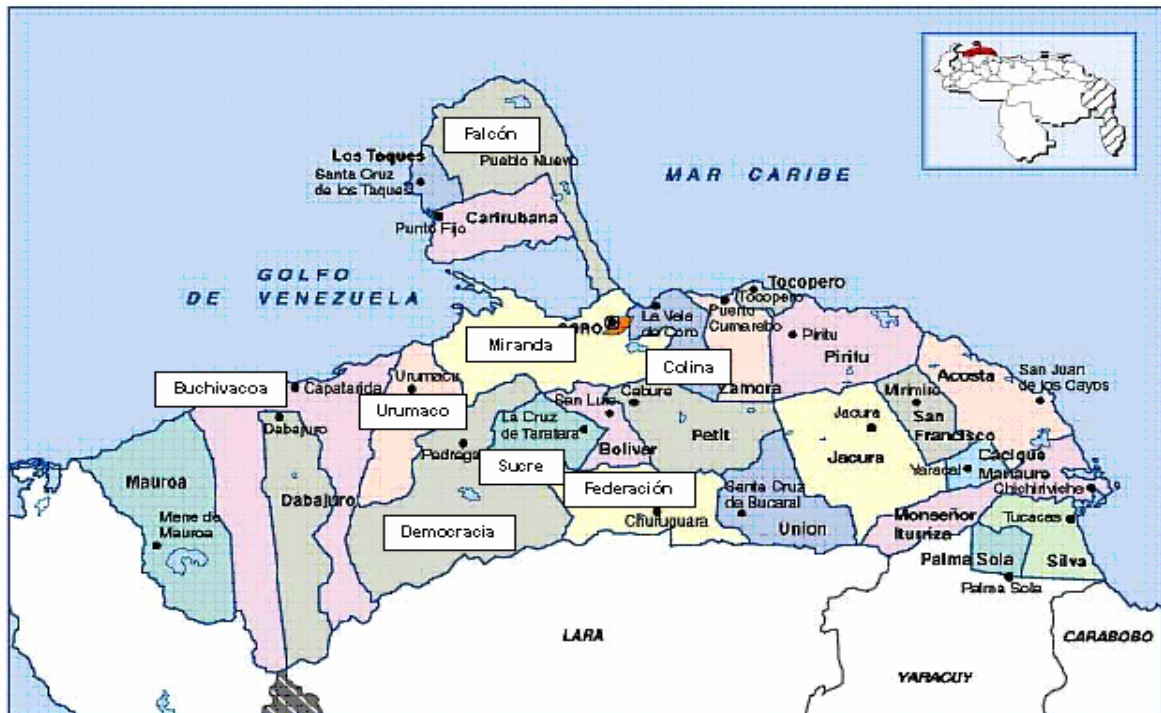
SIGLES ET ACRONYMES

CIARA	Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire
CLPP	Conseils locaux de planification publique
PROSALAFI I	Projet de soutien aux petits producteurs dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara
SAD	Société andine de développement
UGP	Unité de gestion du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA
Année budgétaire

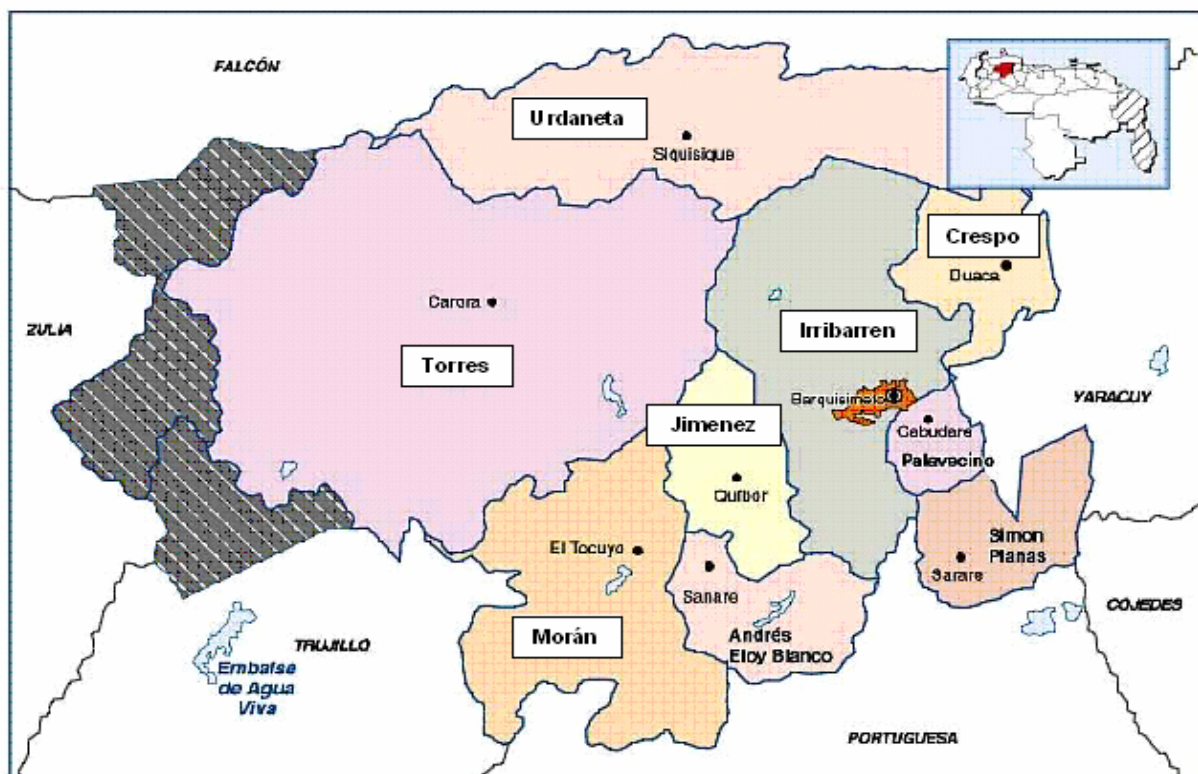
1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET
ÉTAT DE FALCÓN



Source: Gouvernement du Venezuela. Instituto Nacional de Estadística e Informática. 2003
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

CARTE DE LA ZONE DU PROJET
ÉTAT DE LARA



Source: Gouvernement du Venezuela. Instituto National de Estadística e Informática. 2003
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE DANS LES ZONES SEMI-ARIDES DES ÉTATS DE FALCÓN ET DE LARA (PROSALAFI II)

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République bolivarienne du Venezuela
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire
COÛT TOTAL DU PROJET:	23,0 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	10,4 millions de DTS (équivalent approximativement à 15,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	15 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEUR:	Société andine de développement (SAD)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	4,0 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Prêt aux conditions normales
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,0 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,0 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	SAD

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara vivent des communautés rurales qui sont parmi les plus pauvres du pays. Au total, la population bénéficiaire, sélectionnée en raison de sa pauvreté ou son extrême pauvreté, est évaluée à 50 000 personnes. Il s'agit d'hommes, de femmes et d'enfants pauvres appartenant à des familles de petits paysans et de travailleurs salariés installés dans 28 microbassins versants des zones semi-arides des États de Falcón et de Lara. Les bénéficiaires directs, 20 000 hommes et des femmes démunis, accéderont directement à des actions de formation, des fonds sociaux et des chantiers de remise en état de l'environnement; parmi eux se trouvent 4 400 petits paysans pauvres, 5 600 microentrepreneurs ruraux, 4 200 membres de caisses villageoises, et 1 800 jeunes gens et jeunes filles qui recevront une formation professionnelle; par ailleurs, 30 000 personnes bénéficieront indirectement du projet.

Pourquoi sont-ils pauvres? À l'heure actuelle, au Venezuela, la pauvreté s'explique principalement par deux décennies de récession économique ininterrompue, une situation qui a démultiplié les effets des facteurs traditionnels de pauvreté (isolement et insuffisance des facteurs de production, ainsi que de l'accès aux services sociaux et aux services du secteur de la production), en raison de la réduction des programmes de lutte contre la pauvreté et des programmes sociaux. La pauvreté touche 52,4% de la population dans l'État de Falcón, et 63% dans l'État de Lara. Dans les régions rurales, son incidence est nettement supérieure, puisque ces pourcentages grimpent à 71% et 79%. Dans les régions rurales de ces deux États, entre 1995 et 2002, le nombre de ruraux pauvres est passé de 345 000 à 642 000. Au fil des ans, les conditions de vie des ruraux pauvres se sont constamment détériorées. Leur accès à l'enseignement, aux soins de santé et aux marchés est très limité, voire nul, notamment dans les zones semi-arides. Le problème de la scolarisation devient critique, puisque près de la moitié de ceux qui souffrent d'une extrême pauvreté sont des enfants âgés de 0 à 14 ans.

Qu'attendent-ils du projet? La planification du développement local sera menée à l'échelle de l'unité territoriale du microbassin versant, favorisant la participation active des communautés rurales. Le projet permettra de consolider le capital humain et social, la conservation des ressources naturelles existantes et le développement social et économique durable de la population cible. 27% du budget du projet sera consacré à des actions directement liées à la conservation et la remise en état des microbassins versants semi-arides, ce qui favorisera l'utilisation durable des ressources naturelles. Des programmes de sensibilisation, de formation et d'éducation à l'environnement seront lancés, afin de susciter un consensus parmi les habitants des communautés villageoises sur l'importance d'une utilisation durable des ressources naturelles dans ce milieu semi-aride. Parmi les avantages résultant des actions qui seront réalisées dans le cadre du projet figurent l'augmentation des quantités d'eau disponibles, tant pour la consommation humaine que pour la production, l'utilisation plus efficiente des parcours semi-arides pour l'élevage caprin, et la conservation des sols et des ressources naturelles.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? En vertu de la Loi sur les Conseils locaux de planification publique promulguée en 2002, les communautés rurales, avec l'appui du projet, seront en mesure de faire appel aux programmes de soutien financier déjà mis en place par les municipalités, les États et le gouvernement central en faveur de l'action sociale et du développement rural. La participation constitue donc un outil de renforcement de la société civile rurale, notamment dans le cas des communautés isolées des zones semi-arides. Il est prévu d'appuyer cette démarche moyennant des services de formation, de gestion et d'assistance. Des dispositifs permettant la circulation de l'information entre les petits paysans, les organismes privés chargés de fournir un appui dans le cadre du projet et les techniciens de l'Unité de gestion du projet (UGP) seront mis en place. Le projet compte appuyer les groupes qui représentent les bénéficiaires (et les organiser si nécessaire), en particulier les petits paysans, les petits entrepreneurs et les jeunes du monde rural. Ces groupes auront alors la possibilité de faire entendre leur voix et de négocier leurs revendications dans le cadre des programmes de développement mis en œuvre à l'échelle des États, des municipalités et des microrégions. Les bénéficiaires participeront également aux activités de suivi et d'évaluation prévues dans le cadre du projet.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA
POUR LE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE DANS LES ZONES SEMI-ARIDES
DES ÉTATS DE FALCÓN ET DE LARA (PROSALAFI II)

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela d'un montant de 10,4 millions de DTS (soit approximativement 15 millions de USD) à des conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du projet de développement rural durable dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara (PROSALAFI II). Le prêt aura une durée de 15 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par la Société andine de développement, en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Venezuela, dont la superficie totale est de 916 000 km², se situe à l'extrême Nord de l'Amérique du Sud. Ses voisins sont la Colombie à l'ouest, la Guyana à l'est et le Brésil au sud, tandis qu'au nord il est bordé par la mer des Caraïbes. Le pays est divisé en 22 États, un district fédéral et des Dépendances fédérales insulaires. En 2001, sa population, qui augmente au rythme de 1,9% par an, était de 24,6 millions d'habitants, dont 12% dans les zones rurales.

2. Le gouvernement de Hugo Chavez, en place depuis le début de l'année 1999, a hérité d'une économie largement tributaire du secteur pétrolier, souffrant de déséquilibres structurels importants, notamment un déficit budgétaire en augmentation, une balance des paiements courants déficitaire et un taux de chômage élevé. Le gouvernement a adopté un train de mesures économiques afin de tenter de réduire les dépenses de l'État et les entreprises publiques et d'augmenter des recettes du secteur public. Au cours de l'année 2002 et au début de l'année 2003, les organisations socioprofessionnelles ont mené des mouvements de grève prolongés qui ont quasiment paralysé l'activité économique du pays; même si les protagonistes sont parvenus à négocier une trêve fragile, avec le soutien de l'Organisation des États américains, du Groupe des « amis du Venezuela » et des organisations internationales, l'agitation politique, sociale et économique est endémique ces derniers temps. Sous l'effet de ces crises, le pays est confronté à la paupérisation progressive de sa population, qui se manifeste à travers la montée du chômage, la baisse des rémunérations et l'inflation. Il en résulte une dégradation de l'état nutritionnel et du niveau d'instruction de la population, ainsi que de la productivité de la main-d'œuvre.

3. Le secteur agricole du Venezuela assure environ 5% du produit intérieur brut, et satisfait quelque 40% de la demande intérieure de produits agricoles. La production agricole dépend des décisions de l'État depuis 30 ans. Le gouvernement, par le jeu des orientations et des subventions,

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

décide généralement des productions et investissements à privilégier dans le secteur agricole. La production agricole du pays s'appuie sur 2,65 millions d'ha de terres arables. Sur ce total, seuls 250 000 ha, qui sont entre les mains de gros propriétaires terriens, sont irrigués. L'essentiel de la production agricole du Venezuela provient de terres arides appartenant à des petits exploitants, qui sont très vulnérables aux variations cycliques des conditions climatiques. Il ressort des données provenant du recensement agricole de 1997 que les petites exploitations agricoles affectent entre 0,4 et 1,6 ha aux cultures annuelles consacrées principalement aux cultures de subsistance familiales, tandis que la surface dévolue aux cultures commerciales va de 0,5 à 2,3 ha. Ces superficies sont trop petites pour produire un revenu familial suffisant. Les petits exploitants pâtissent d'un accès limité à la propriété foncière, à l'irrigation, à l'assistance technique et aux marchés. En raison de la qualité des sols et des conditions climatiques, cette catégorie socioéconomique recèlerait un fort potentiel productif et économique, pour peu qu'elle dispose des services de soutien et des facteurs de production adaptés.

B. Les enseignements tirés de l'expérience du FIDA

4. Le FIDA a approuvé quatre prêts aux conditions ordinaires en faveur du Venezuela, pour un montant total de 51 millions de USD. Les trois projets en cours, placés sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture et de la terre, sont exécutés directement par la Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire (CIARA). Il s'agit du projet de soutien aux petits producteurs dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara (PROSALAFa), du projet de développement économique des communautés rurales pauvres et du projet de développement des filières de production agricole dans la région de Barlovento. Les principaux enseignements dégagés des projets du FIDA sont les suivants: a) il convient, lors de la conception du projet, d'assurer une coopération performante et efficace entre les différentes institutions gouvernementales, afin d'éviter tout chevauchement des activités et tout gaspillage des ressources financières; b) les projets du FIDA doivent encourager et appuyer la décentralisation, et ce souci doit faire partie intégrante de la conception, des plans opérationnels et de la formation systématique des organisations communautaires locales, des fonctionnaires des municipalités et du personnel technique; c) il est indispensable d'inclure la problématique hommes-femmes dans les projets du FIDA, non seulement pour ce qui est du projet en lui-même, mais également sur le plan de l'élaboration des orientations du pays; et enfin d) la production de documents écrits et visuels illustrant les enseignements du projet pourrait constituer un objectif spécifique de l'ensemble des projets réalisés par le FIDA sur le terrain, afin de constituer une contribution concrète transmissible à d'autres projets, tant au sein du pays que dans la région Amérique latine et Caraïbes. L'appendice IV présente les enseignements tirés de l'évaluation intermédiaire de la première phase du projet PROSALAFa.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Venezuela

5. **La politique du Venezuela en vue de l'éradication de la pauvreté.** En 1999, le gouvernement a entrepris de redéfinir les orientations du pays en matière d'agriculture, de développement rural et de lutte contre la pauvreté, afin de donner à l'État un rôle plus efficace et plus actif. Cette stratégie cherche à renforcer les organismes publics existants afin de leur permettre d'appuyer et d'encourager la participation des partenaires sociaux à la définition et à la mise en oeuvre des mesures et des programmes axés sur le développement rural et la lutte contre la pauvreté. Le gouvernement poursuit la mise en oeuvre de la décentralisation, notamment dans le cadre du transfert aux États et aux municipalités de nombreuses fonctions précédemment centralisées, et d'une intensification du transfert des ressources, qui passent du gouvernement central aux États et aux municipalités; ces transferts s'accompagnent de la décentralisation de la planification administrative et budgétaire. La récente promulgation (2002) de la Loi instituant les Conseils locaux de planification publique (CLPP), confère aux organisations locales de base présentes sur le terrain des compétences leur permettant de participer à l'aménagement local et à la préparation des budgets. Cette loi donne aux municipalités et aux communautés villageoises le pouvoir et les compétences de gestion de leurs

propres ressources budgétaires, ce qui les autorise à participer de beaucoup plus près à l'identification de leurs besoins et priorités et à la mise au point de solutions qui leur soient propres. Au moins 85% des municipalités ont d'ores et déjà engagé des opérations dans le cadre des CLPP, l'objectif étant de faire figurer les propositions d'investissements en faveur du milieu rural dans le budget du gouvernement pour l'année 2004. Les projets en cours du FIDA s'occupent activement de la formation des communautés rurales afin que, mieux informées, elles puissent prendre une part plus active aux CLPP.

6. **Les activités d'éradication de la pauvreté menées par d'autres grands donateurs.** Le portefeuille de prêts de la Banque mondiale en faveur de 9 projets au Venezuela s'élève à 396 millions de USD au total. La seule opération concernant l'agriculture, le programme de vulgarisation agricole (39,0 millions de USD) a pris fin cette année, sans engagement clair relatif à sa poursuite dans le cadre d'une seconde phase. Actuellement, les opérations de la Banque mondiale concernent des projets portant sur la gestion de l'environnement, l'administration des parcs naturels, la remise en état et l'amélioration des logements insalubres de l'agglomération de Caracas. Le portefeuille de la Banque interaméricaine de développement (BID) au Venezuela se compose de 28 opérations représentant un montant total de 1,3 milliard de USD. La répartition des financements accordés par la BID est la suivante: environ 60,2% en faveur de l'augmentation de la productivité économique et la diversification des secteurs de l'électricité et des transports, 7,7% en faveur de l'administration fiscale, de la justice et du système pénal, 22,9% en faveur de projets réalisés dans le secteur social (éducation, santé, logement et petite enfance) et 9,2% en faveur des sciences et techniques. Le programme de prêts de la Société andine de développement (SAD) se monte à 1,4 milliard de USD, en faveur de l'investissement public multisectoriel, du réseau d'eau potable, de l'énergie électrique, des transports urbains et de l'irrigation (la SAD finance actuellement le grand projet d'irrigation Yacambú-Quibor qui concerne l'une des municipalités situées dans la zone du projet). La SAD a approuvé une opération d'un montant de 41,7 millions de USD en faveur de la création de 46 mini-fermes dans des écoles rurales afin d'appuyer l'éducation de base. La SAD a décidé de participer au financement de cette nouvelle phase du projet PROSALAFa.

7. **La stratégie du FIDA au Venezuela.** Compte tenu de la situation actuelle de la pauvreté rurale au Venezuela, l'exposé des stratégies d'intervention par pays de 1999 a défini les quatre grands axes de l'intervention du FIDA: a) appuyer la progression des revenus des petits exploitants moyennant une assistance technique et des services financiers et commerciaux dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et la production agricole et non agricole; b) encourager et renforcer les organisations locales solides et actives regroupant des petits paysans, des femmes et des communautés villageoises, ce qui permettra de promouvoir un développement dont le moteur sera les communautés locales et d'encourager l'intégration des populations rurales pauvres à l'économie locale et nationale; c) faire de la remise en état, la gestion et l'utilisation des ressources naturelles des zones semi-arides l'un des fondements d'un développement économique qui ne mette pas l'environnement en péril; et d) entretenir activement un dialogue systématique au sujet des politiques de réduction de la pauvreté rurale et de développement rural, afin d'inciter à la mise en place de programmes cohérents exploitant les expériences réussies des projets du FIDA.

8. **Raison d'être du projet.** Les raisons d'être du projet et sa stratégie globale s'inscrivent dans le cadre des orientations et des priorités actuelles du gouvernement en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté, ainsi que du Cadre stratégique du FIDA 2002-2006 et des orientations définies dans l'exposé des stratégies d'intervention par pays². Ainsi, la démarche générale du projet vise à appuyer l'amélioration du capital humain et social, la conservation et la gestion des ressources naturelles et l'amélioration des activités qui permettent au groupe cible de se procurer des revenus dans les États de Falcón et de Lara, dans le cadre d'une conception holistique et globale du développement rural. Les enseignements de la première phase de PROSALAFa (appendice IV) ont

² FIDA (1999), Exposé des stratégies d'intervention par pays du Venezuela (section IV).

beaucoup apporté à la conception de la seconde phase. L'exploitation des atouts et des faiblesses a permis de consolider les réalisations tout en corrigeant les éléments qui avaient gêné le déroulement du processus de développement. Ainsi, l'action en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté dans les zones rurales semi-arides privilégiera désormais trois orientations stratégiques: a) le renforcement des moyens d'action des ruraux pauvres et de leurs organisations; b) la remise en état, la conservation et la gestion des ressources naturelles en milieu semi-aride³; et c) le développement économique intégré (activité agricole et non agricole et main-d'oeuvre) Ces trois éléments constituent l'armature du cadre opérationnel du projet (appendice VI, diagramme).

9. Le projet PROSALAFa a été conçu en 1990, et son exécution a démarré en 1993; ce contexte a marqué de son empreinte sa structure opérationnelle. Le projet, conçu dans une perspective productiviste, privilégiait la vulgarisation agricole « classique », et la portée des interventions dans le domaine social et environnemental était limitée. La conception de la seconde phase tient compte d'une part des observations de l'évaluation intermédiaire, afin d'exploiter les enseignements tirés, et d'autre part, de l'évolution de la stratégie du Fonds, qui accorde désormais la priorité au développement du monde rural. Le tableau 2 de l'appendice VI présente les principales différences entre la première et la seconde phase du projet PROSALAFa.

10. Dans le cadre de la stratégie proposée et de la mise en œuvre de la loi instituant les CLPP à l'échelle des municipalités, le mode de fonctionnement du projet sera profondément participatif; le dispositif prévoit la participation active des bénéficiaires à chaque étape de la planification et de la mise en œuvre de la conservation des sols et de l'eau et du processus de développement local dans les microbassins. L'ensemble des étapes opérationnelles seront réalisées avec la participation, soit des assemblées générales des communautés villageoises (hommes, femmes et jeunes), soit de leurs organes de direction. Les communautés villageoises d'un même microbassin seront regroupées au sein d'une organisation pluricommunautaire de microbassin, qui sera responsable du diagnostic, de la planification du développement et du suivi et de l'évaluation à l'échelle de l'ensemble du territoire géographique.

11. La seconde phase du projet concentrera son action sur les systèmes de production et les filières à valeur ajoutée, ce qui permettra d'appuyer l'amélioration de la rentabilité des activités de production agricoles et non agricoles. Les productions agricoles concernées seront les légumes, l'ananas, le sisal (*Agave sisalana*), l'aloë vera (*Aloe barbadensis*), le cocuy (*Agave cocui*), et les caprins. Les filières de production non agricoles sont directement héritées de l'artisanat traditionnel des zones semi-arides: hamacs, tissus, gravure sur pierre, sculpture sur bois et poterie (tableau 3, appendice VI). Toutes les activités économiques reposeront sur une utilisation raisonnée et prudente des ressources naturelles, un accent tout particulier étant mis sur la gestion de l'eau et des sols et les principes de conservation. Le choix de l'unité territoriale du microbassin versant présente l'avantage de considérer comme un tout l'utilisation des ressources naturelles d'un microbassin et le développement socioéconomique des communautés rurales qui vivent en son sein.

12. Sur le plan de l'équité entre les sexes, les stratégies du projet cherchent à créer les conditions d'une amélioration dans les communautés rurales des zones semi-arides. Elles s'articuleront autour de trois principaux axes: a) permettre l'accès équitable des femmes aux activités du projet, b) mettre en œuvre des actions destinées à réduire l'écart entre les hommes et les femmes du monde rural dans le domaine de l'éducation et de la formation et c) encourager la participation pleine et entière des femmes rurales aux organisations économiques. Sous l'effet de ces actions, le projet devrait susciter une amélioration significative de la confiance en soi des femmes rurales, de leurs activités dans le domaine de la production et de l'entreprise, et de leur capacité à exercer des activités rémunératrices.

³ Le FIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement - Venezuela et la SAD sollicitent un don du Fonds pour l'environnement mondial à l'appui des activités et investissements du projet intéressant l'environnement.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

13. Le projet intéressera les communautés rurales pauvres de microbassins versants situés dans des municipalités de régions semi-arides des États de Falcón et de Lara. Comme lors de la première phase, les critères de sélection des municipalités et des communautés, présentés par ordre de priorité, sont les suivants: a) concentration élevée de ruraux pauvres et extrêmement pauvres, b) accès limité aux services publics (secteur social et secteur de la production), c) mise en œuvre intéressant des zones prioritaires à l'égard de la conservation des ressources naturelles, et d) communautés et responsables des municipalités désireux de participer activement aux initiatives de développement rural inscrites dans le projet. Celui-ci se poursuivra dans huit municipalités déjà retenues dans la première phase, et il en couvrira trois autres dans chacun des États intéressés; au total, il portera donc sur 14 municipalités (voir les cartes des zones du projet).

14. Le projet se déroulera dans 28 microbassins regroupant près de 140 communautés villageoises, qui s'intégreront progressivement aux différentes étapes du projet sur une période de cinq ans, la sixième année étant consacrée à consolider la conservation des ressources et le développement. Seize microbassins sélectionnés serviront de zones pilotes et de modèles pour les municipalités participantes, et permettront de tester des innovations méthodologiques dans les domaines suivants: planification participative, coordination entre les institutions, remise en état des ressources naturelles des microbassins versants et techniques de conservation et de gestion, et enfin évaluation de l'impact sur la situation sociale et économique et l'environnement.

15. Au total, la population bénéficiaire est évaluée à 50 000 personnes, dont 30 000 bénéficiaires indirects et 20 000 bénéficiaires directs, à savoir la population de deux communautés rurales par microbassin versant, soit 56 au total, sur lesquelles portera l'essentiel de l'action du projet.

B. Objectifs et portée

16. Le but primordial du projet consiste à améliorer les conditions de vie des communautés rurales pauvres situées dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara. Son objectif global, qui fait écho à celui de l'Objectif du développement du millénaire, consiste à réduire nettement la pauvreté et l'extrême pauvreté des communautés rurales des zones semi-arides, dans le cadre d'un développement économique et social qui ne mette pas l'environnement en péril et concoure à l'équité entre les sexes. Les objectifs spécifiques comprennent: a) le renforcement des moyens d'action des organisations sociales et économiques qui émanent des communautés rurales pauvres des zones semi-arides, b) la remise en état, la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles dans les zones semi-arides, un accent tout particulier étant mis sur la conservation des sols et de l'eau, c) la mutation de la production agricole et non agricole de subsistance vers une activité à vocation commerciale à la fois rentable et durable, et d) le développement de l'accès des communautés rurales des zones semi-arides aux services financiers locaux de crédit rural (*cajas rurales*), ainsi qu'aux réseaux de services financiers classiques à l'échelle des États et du pays.

C. Composantes

17. Le projet comportera quatre composantes: développement du capital humain et social, remise en état, gestion et conservation des ressources naturelles, développement de la production, et services financiers ruraux. Une unité de gestion du projet (UGP) sera mise en place; elle comportera quatre équipes chargées respectivement de l'administration, du suivi et de l'évaluation, de la communication et de la stratégie de promotion de l'équité entre les sexes.

18. L'objectif central de la composante de **développement du capital humain et social** consiste à renforcer les moyens d'action de la population rurale des zones semi-arides. Pour y parvenir, le projet appuiera et consolidera les dispositifs participatifs locaux oeuvrant en faveur d'un développement économique et social respectueux de l'environnement en s'attachant à dispenser des formations systématiques et en promouvant les compétences décisionnelles au sein des organisations à assise communautaire. Cette composante sera centrée sur les évaluations participatives des aspects sociaux, économiques et environnementaux au sein des communautés villageoises et du territoire des microbassins, sur l'élaboration de plans stratégiques de développement à moyen et long terme pour ces communautés et sur le renforcement des liens entre communautés rurales, autorités municipales et gouvernement de l'État en appuyant les plans publics de décentralisation

19. Dans le cadre de cette composante, les activités suivantes se dérouleront: a) un programme de formation et de renforcement en faveur des organisations à assise communautaire; b) un appui aux services chargés de la préparation du diagnostic participatif portant sur les aspects sociaux, économiques et environnementaux et de l'élaboration de plans stratégiques de développement au sein des communautés villageoises et du territoire des microbassins, moyennant notamment l'intervention d'agents locaux de vulgarisation (*promotores campesinos*) chargés de veiller à la pérennisation des acquis à l'échelle de la communauté; c) des actions de formation professionnelle, afin de permettre aux jeunes gens et aux jeunes filles d'acquérir les compétences qui devraient leur donner accès à des emplois mieux rémunérés, à la campagne ou en ville; d) un programme d'appui aux capacités et aux outils de planification participative, afin de permettre aux gouvernements des municipalités d'élaborer des plans de développement rural; e) des programmes de formation à l'intention des prestataires privés appelés à fournir des services sur le terrain; et enfin f) la création d'un fonds participatif d'action sociale et culturelle chargé d'apporter un concours financier au développement social et aux initiatives culturelles au sein des communautés villageoises des zones semi-arides.

20. L'objectif de la composante consacrée à **la remise en état, la gestion et la conservation des ressources naturelles** consiste à apporter des améliorations sur le plan de la gestion et la conservation des sols, de l'eau et de la végétation, ainsi que de la biodiversité, moyennant l'intervention de l'équipe chargée du développement économique et social, l'unité territoriale retenue étant le microbassin versant. Les stratégies mises en œuvre pour atteindre les objectifs de cette composante comprennent: a) le renforcement des outils de diagnostic et de planification participatifs permettant de privilégier l'action intégrée portant sur le microbassin versant en tant qu'écosystème b) la formation à la gestion intégrée des microbassins dispensée aux prestataires de services et aux d'agents locaux de vulgarisation et c) la promotion de la gestion, la remise en état et l'utilisation durables des microbassins versants moyennant le transfert de modèles réutilisables de conservation et de gestion de l'eau et des sols.

21. Dans le cadre de cette composante, les activités suivantes seront réalisées: a) sensibilisation et renforcement des capacités de la population grâce à la formation et l'éducation de base; b) renforcement des capacités du personnel du projet et des prestataires de services moyennant une formation systématique dans les domaines suivants: remise en état, gestion et utilisation durable des microbassins versants, zonage des microbassins versants, diagnostic de l'état des parcours et des forêts semi-arides, et outils de diagnostic et de planification participatifs, c) l'adoption des meilleures pratiques, moyennant le suivi systématique de la gestion et la conservation des ressources naturelles sur le territoire des microbassins versants, associé à l'enregistrement précis des progrès accomplis grâce aux interventions de conservation, sur les plans suivants: environnement (rétention des sols et de l'eau, reconstitution de la couverture végétale, recul de l'érosion, etc.), culture collective locale (comportements de la communauté vis-à-vis de la conservation des ressources naturelles, de l'élimination des déchets solides et liquides, etc.) et économie (agriculture et élevage), et enfin d) création d'un fonds pour la gestion et la conservation des ressources naturelles afin de financer la construction d'installations indispensables à la conservation des sols et la mise en œuvre de pratiques de production applicables à la conservation de l'eau et des sols et au reboisement.

22. L'objectif de la composante consacrée au **développement de la production** est d'augmenter nettement la capacité de la population bénéficiaire à générer des revenus. La stratégie proposée consiste à favoriser la transformation du système de production agricole et non agricole de subsistance des bénéficiaires en un système viable de production à vocation commerciale fondé sur la microentreprise. La composante privilégiera les systèmes et les filières de production générateurs de valeur ajoutée afin de cultiver les avantages concurrentiels et de repérer les capacités et les aptitudes à entreprendre au sein de la population cible. Le projet permettra de renforcer ces capacités, grâce à un programme de formation systématique à la gestion des microentreprises, et grâce à des services d'appui sur le terrain spécialisés dans la production agricole et non agricole. Dans le cadre de cette composante, seront notamment conduites les activités suivantes: a) fourniture de services d'appui technique spécialisés axés sur la réponse à la demande pour les filières de production et les systèmes de production de valeur ajoutée tant agricoles que non agricoles des bénéficiaires, b) fourniture de services d'appui à la commercialisation afin d'améliorer la pénétration du marché des produits locaux agricoles et non agricoles, et c) création d'un fonds de gestion des ressources en eau.

23. La composante des **services financiers ruraux** a pour objectif de faciliter l'accès de la population bénéficiaire à ce type de services. Sa stratégie repose sur une approche pragmatique tous azimuts qui cherche à favoriser l'accès des bénéficiaires aux différents modes de services financiers ruraux disponibles dans la zone du projet qui sont à même de satisfaire la demande et les capacités financières diversifiées du groupe cible. Dans le cadre de cette composante, les activités suivantes seront conduites: a) appuyer les *cajas rurales* existantes ainsi que la création de nouvelles caisses et leur consolidation, moyennant une action de formation, une assistance continue et des services d'appui technique spécialisés, ainsi que l'extension du réseau de guichets à toutes les communautés villageoises des microbassins, b) apporter des capitaux aux meilleures caisses villageoises afin de leur permettre de financer les immobilisations des nouvelles microentreprises, c) faciliter l'accès de la population cible aux services financiers traditionnels implantés dans la zone, dans le cadre des compagnies régionales de garantie mutuelle qui viennent d'être mises en place afin de fournir des garanties aux petits paysans et aux petits entrepreneurs.

D. Coûts et financement

24. Le coût total du projet est estimé à 23,0 millions de USD (tableaux 1 et 2), qui sera financé comme suit: un prêt du FIDA d'un montant de 15,0 millions de USD (65% du total), un prêt de la SAD d'un montant de 4,0 millions de USD (17%), la contribution en nature des bénéficiaires évaluée à 1,0 million de USD (4%), et une contribution de contrepartie du gouvernement de 3,0 millions de USD (13%) Le coût total de la composante développement du capital humain et social se montera à 5,2 millions de USD, soit 23% du coût total du projet; celui de la composante ressources naturelles se chiffrera à 5,8 millions de USD (25%); la composante développement de la production est évaluée à 6,6 millions de USD (29%); et la composante services financiers ruraux à 1,7 million de USD (8%). Le coût total de l'UGP s'élèvera à 3,5 millions de USD (15%), dont 600 000 USD affectés au suivi et évaluation, 600 000 USD aux activités de mise en œuvre de la stratégie de promotion de l'équité entre les sexes, et 200 000 USD à la communication. Le projet sera exécuté sur une période de six ans.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET*
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement humain et social	4 369	577	4 946	12	23
1. Renforcement des capacités	763	141	904	16	4
2. Planification participative	2 237	381	2 617	15	12
3. Fonds social, culturel et pour l'équité hommes-femmes	1 369	55	1 424	4	7
B. Remise en état, gestion et conservation des ressources naturelles	5 437	321	5 758	6	27
1. Formation à la gestion des microbassins versants	552	64	616	10	3
2. Fonds pour la conservation des ressources naturelles	4 885	257	5 142	5	24
C. Développement de la production	5 453	755	6 208	12	29
1. Services d'appui technique	2 146	387	2 534	15	12
2. Fonds pour l'investissement productif	3 307	367	3 674	10	17
D. Services financiers ruraux	1 376	210	1 585	13	7
E. Unité de gestion du projet	2 789	376	3 165	12	15
1. Unité de gestion	1 541	210	1 751	12	8
2. Unité de planification, suivi et évaluation	505	73	578	13	3
3. Unité de promotion de l'équité entre les sexes	555	72	627	12	3
4. Unité de communication	188	20	208	10	1
Total des coûts de base	19 423	2 238	21 661	10	100
Provisions pour aléas d'exécution	327	70	397	18	2
Provisions pour aléas financiers	830	112	943	12	4
Total des coûts du projet	20 580	2 421	23 000	11	106

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		SAD		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits Et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement humain et social	4 758	91	–	–	141	3	360	7	5 259	23	623	4 419	218
1. Renforcement des capacités	860	86	–	–	–	–	143	14	1 003	4	157	749	96
2. Planification participative	2 626	93	–	–	–	–	207	7	2 833	12	410	2 312	111
3. Fonds social, culturel et pour l'équité hommes-femmes	1 272	89	–	–	141	10	11	1	1 424	6	55	1 358	11
B. remise en état, gestion et conservation des ressources naturelles	3 338	57	1 541	27	649	11	287	5	5 815	25	325	5 325	164
1. Formation à la gestion des microbassins versants	425	63	–	–	–	–	248	37	673	3	68	479	126
2. Fonds pour la conservation des ressources naturelles	2 914	57	1 541	30	649	13	39	1	5 142	22	257	4 846	39
C. Développement de la production	3 330	50	2 459	67	146	2	726	11	6 661	29	822	5 230	608
1. Services d'appui technique	2 761	92	–	–	–	–	226	8	2 987	13	455	2 424	108
2. Fonds pour l'investissement productif	569	16	2 459	67	146	4	500	14	3 674	16	367	2 806	500
D. Services financiers ruraux	1 293	74	–	–	64	4	399	23	1 756	8	233	1 428	95
E. Unité de gestion du projet	2 281	65	–	–	–	–	1 228	35	3 509	15	417	2 501	591
1. Unité de gestion	1 155	59	–	–	–	–	811	41	1 967	9	237	1 378	351
2. Unité de planification, suivi et évaluation	447	71	–	–	–	–	186	29	633	3	80	445	108
3. Unité de promotion de l'équité entre les sexes	518	76	–	–	–	–	164	24	628	3	78	515	89
4. Unité de communication	161	71	–	–	–	–	67	29	228	1	23	163	43
Total des coûts du projet	15 000	65	4 000	17	1 000	4	3 000	13	23 000	100	2 421	18 904	1 676

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

25. Tous les marchés relatifs aux biens, travaux et services de conseil financés au moyen du prêt du FIDA seront passés conformément aux directives du FIDA et de l'institution coopérante en la matière. Les marchés concernant les véhicules et les équipements seront passés par appel à la concurrence nationale, ou par consultation de fournisseurs à l'échelon national, conformément aux dispositions figurant dans l'accord de prêt. Les consultants et prestataires de services seront recrutés selon des procédures de passation de marché ayant l'agrément du FIDA et de l'institution coopérante. Les décaissements relatifs à la formation, aux services de vulgarisation, aux fonds d'investissement et aux frais de fonctionnement se feront sur présentation des relevés de dépenses. Les interventions de remise en état des ressources naturelles seront réalisées directement par les associations regroupant les membres des communautés villageoises et les producteurs qui seront mises en place.

26. Le gouvernement ouvrira un compte spécial libellé en dollars des États-Unis auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA, sur lequel sera effectué un dépôt initial d'un montant de 1,0 million de USD. La comptabilité du projet sera ventilée par composante et par catégorie de prêt, et selon les classifications de la comptabilité publique du Venezuela; elle sera intégrée au système d'information du projet. Un commissaire aux comptes, choisi avec l'approbation du FIDA et rémunéré sur le produit du prêt, sera chargé de vérifier chaque année les états financiers et la gestion. Les prestataires de services recrutés tiendront une comptabilité séparée pour les dépenses relatives au projet.

F. Organisation et gestion

27. Le projet sera placé sous la responsabilité de l'administration compétente dans ce secteur, le ministère de l'agriculture et des terres, qui délèguera son exécution proprement dite à la CIARA. Un comité directeur supervisera les opérations du projet; il sera chargé de l'approbation et de la supervision des programmes de travail et budgets annuels, ainsi que de la supervision globale du projet. Le Ministre de l'agriculture et des terres ou son représentant assurera la présidence du comité directeur, qui se composera du Directeur général de la CIARA, d'un représentant de l'Institut national pour le développement rural et du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que d'un représentant de chacun des gouvernements des États de Falcón et de Lara, de deux représentants des administrations de chacun des États, qui seront élus selon le principe d'un roulement annuel, et de six représentants élus des bénéficiaires, trois par État, qui siégeront par roulement pour des mandats de deux ans.

28. L'unité de gestion du projet (UGP), dotée de l'autonomie technique, financière et administrative dans le cadre des critères définis par la CIARA, comme pour la première phase du projet PROSALAFa, sera implantée à Barquisimeto, une localité de la zone du projet. L'UGP sera responsable de la gestion et de la supervision, de la planification, du suivi et de l'évaluation, tandis que l'ensemble du travail de terrain concernant l'action sociale, la production et l'environnement sera confié par contrat à des ONG, des organisations émanant de la société civile et des organismes publics. Les organisations retenues devront avoir fait la preuve de leurs compétences en matière de vulgarisation dans la sphère de l'action sociale, de la production et de l'environnement. Tous les marchés de services devront être attribués par voie d'appel à la concurrence, conformément aux procédures établies par le FIDA, l'institution coopérante et le gouvernement. Dans le cadre du projet, la formation systématique des vulgarisateurs locaux déjà en place et des nouveaux sera assurée.

29. L'UGP sera dotée d'un siège et de deux antennes, une par État. Le personnel du siège de l'UGP se composera d'un directeur de projet, un directeur technique, quatre coordonnateurs, un pour chacune des composantes du projet, et quatre équipes d'appui. Chacune des deux antennes décentralisées implantées dans les États de Falcón et de Lara disposera d'une équipe pluridisciplinaire

de quatre spécialistes, un par composante du projet. L'un d'entre eux assurera la direction de l'antenne décentralisée.

30. Le projet mettra en place une structure à trois niveaux pour la participation des bénéficiaires: a) les organisations communautaires b) les organisations de microbassin versant, et c) les organisations de producteurs agricoles et de microentreprises. Chaque organisation prendra part au CLPP de son secteur. Dans le cadre de la loi sur les CLPP récemment promulguée, les communautés rurales, avec le soutien du projet, seront en mesure de mobiliser les programmes d'appui au développement social et rural mis en place à l'échelon des municipalités, des États et de la fédération.

G. Justification économique

31. Le projet permettra de renforcer le capital social et humain, la conservation des ressources naturelles et un développement économique et social durable au sein d'une population cible de 50 000 hommes, femmes et enfants composant les familles de petits paysans et de travailleurs salariés qui vivent dans 28 microbassins versants situés dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara. Au total, 20 000 bénéficiaires directs, les hommes, femmes, jeunes et enfants de 56 communautés rurales, recevront un appui afin de consolider les organisations communautaires, de protéger les ressources naturelles des microbassins versants et de renforcer leur capacité à participer aux initiatives de développement local. Parmi ces bénéficiaires se trouvent 4 400 petits paysans et paysans et 5 600 microentrepreneurs ruraux qui recevront une assistance technique et une formation dans le domaine de la technique, de la gestion et de la formation, afin de consolider leur activité, 4 200 membres de caisses villageoises qui recevront une formation et un appui technique, et 1 800 jeunes qui bénéficieront d'une formation professionnelle. Au total, 30 000 personnes bénéficieront indirectement des activités du projet. Elles auront accès aux réalisations dans le domaine de la conservation des sols et de l'eau, des services sociaux, des réseaux de distribution d'eau, d'égouts et d'électricité, et du réseau routier rural, pour ne citer que certains des avantages qui devraient améliorer nettement les conditions de vie et le réseau de transports et de communications dans la zone du projet.

32. Le projet consacrera 35% de ses ressources à des actions directement en rapport avec la remise en état et la conservation des microbassins versants des zones semi-arides, dans le but d'encourager l'utilisation durable des ressources naturelles. Les programmes de sensibilisation, de formation et d'éducation à l'environnement seront mis en œuvre afin de susciter un consensus au sein des communautés villageoises sur l'importance de l'utilisation durable des ressources naturelles dans les zones semi-arides. Parmi les avantages qui résulteront des actions menées dans le cadre du projet figurent un approvisionnement en eau plus abondant, tant pour l'utilisation humaine qu'à des fins de production, l'utilisation plus efficace des parcours semi-arides pour l'élevage caprin, et la conservation des ressources naturelles. La planification du développement réalisée à l'échelle locale, en utilisant le microbassin versant comme unité territoriale, facilitera la participation des communautés rurales.

33. Les systèmes de production familiaux de culture et d'élevage, de même que les microentreprises rurales locales, seront perfectionnés dans le cadre d'une démarche intégrée centrée sur les cultures de subsistance et commerciales annuelles et vivaces, mise en œuvre de concert avec les pratiques de conservation et de gestion des ressources naturelles. Une attention particulière sera portée à la gestion et à l'amélioration des parcours naturels et des forêts des zones semi-arides, afin de favoriser un élevage caprin rentable compatible avec la protection de l'environnement. Le projet a pour objectif de faciliter les liens des bénéficiaires avec le marché local et national, moyennant la recherche de débouchés commerciaux, l'amélioration des installations de stockage et de manutention et la formation des bénéficiaires.

34. À l'achèvement du projet, les services de soutien au développement rural axés sur la réponse à la demande devraient être en place à l'échelon local et des municipalités, et disposer d'un personnel formé aux méthodes participatives de vulgarisation axées sur la réponse à la demande dans les domaines de l'action sociale, du développement rural, de la production agricole et non agricole et des ressources naturelles. La formation des vulgarisateurs, inaugurée dans le cadre de la première phase du projet, sera perfectionnée au cours de la seconde phase. Le projet permettra de renforcer les capacités locales en matière de développement rural concerté, moyennant la participation des collectivités locales rurales et la création de groupes solides capables de fournir des services de développement rural à l'échelon local, disposant de vulgarisateurs bien formés.

H. Risques

35. Les risques du projet ont trait à l'instabilité politique, sociale et économique dont souffre le pays depuis quelque temps. La persistance de cette situation pourrait compromettre a) la cohérence et la pérennité de mesures efficaces adoptées par le gouvernement central en faveur des pauvres et b) l'attribution de ressources financières suffisantes à l'échelon de la fédération, des États et des collectivités locales. Toutefois, les résultats obtenus par le projet PROSALAFa et le projet de développement économique des communautés rurales pauvres, tous deux approuvés par le FIDA, dans un climat d'instabilité politique, permettent de penser que, compte tenu de la priorité que le gouvernement accorde au développement rural et agricole et à la lutte contre la pauvreté, les effets sur les actions prévues dans le cadre du projet seront limités. La participation de la Banque de développement économique et social du Venezuela est à l'étude, moyennant la création d'un fonds d'affectation spéciale sur lequel le gouvernement déposerait les fonds de contrepartie, ce qui pourrait simplifier et faciliter les procédures de décaissement annuel de ces crédits.

I. Impact sur l'environnement

36. En dépit de certaines réserves, le projet a été classé dans la catégorie B, pour deux raisons: tout d'abord l'approche adoptée à l'égard de la conservation des ressources naturelles, et ensuite le fait que les impacts potentiels seront identifiés, et qu'on cherchera à y remédier en réalisant des interventions et investissements dans le souci de préserver l'environnement. Les activités entreprises dans le cadre de la composante de conservation des sols et de l'eau et de la composante de production agricole et non agricole du projet contribueront à réhabiliter certaines zones semi-arides qui sont en danger; elles permettront également de favoriser l'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans les microbassins versants. Afin d'appuyer et de compléter les interventions de remise en état et de conservation réalisées dans les zones semi-arides, le FIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement – Venezuela et la SAD ont commencé à préparer une note d'analyse qui sera présentée au Fonds pour l'environnement mondial pour solliciter un complément de ressources financières.

J. Aspects novateurs

37. La conception et le plan opérationnel du projet comportent notamment les trois innovations suivantes: a) l'utilisation du microbassin versant comme unité territoriale pour la planification à moyen et long terme du développement socioéconomique des communautés rurales, de même que pour la remise en état et la gestion des ressources naturelles, b) l'appui apporté à la consolidation de l'action du gouvernement en matière de décentralisation et de développement rural, et c) le renforcement du rôle catalyseur du FIDA, au travers de l'appui apporté à un aménagement local souple et concerté (Fédération, États, secteur privé, société civile et organisations de base) s'inscrivant dans le cadre d'une vision à long terme du développement des régions semi-arides.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

38. Un accord de prêt entre la République bolivarienne du Venezuela et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

39. La République bolivarienne du Venezuela est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

40. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

41. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (10 400 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2018 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS
L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 4 décembre 2003)

1. **Cofinancement.** Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela (ci-après dénommé: le Gouvernement) compte obtenir de la SAD un prêt d'un montant de 4 millions de USD, pour contribuer au financement du projet selon les modalités et conditions énoncées dans un accord qui sera conclu entre le Gouvernement et la SAD.
2. **Compte spécial.** Le Gouvernement ouvrira et maintiendra auprès de la Banque centrale du Venezuela ou d'une autre banque ou institution financière un compte spécial libellé en dollars des États-Unis pour le financement du projet selon des modalités et conditions satisfaisantes pour le FIDA.
3. **Financement de l'exécution du projet.** Le Gouvernement mettra le produit du prêt à la disposition du Ministère de l'agriculture et de la terre (MAT) conformément aux programmes de travail et budgets annuels du projet (PTBA) et aux procédures nationales habituellement appliquées en matière d'aide au développement. Le Gouvernement, par l'intermédiaire du MAT, transférera à la CIARA les montants provenant du produit du prêt nécessaires à l'exécution du projet, conformément aux dispositions de l'accord relatif à l'exécution du projet et à l'administration du prêt.
4. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement, par l'intermédiaire du MAT, déposera sur le compte du projet des fonds de contrepartie pour un montant initial équivalant à 500 000 USD, afin de couvrir les dépenses d'exécution durant la première année du projet, et réapprovisionnera ce compte, chaque année et par anticipation, en y déposant les fonds de contrepartie prévus au PTBA relatif à l'année considérée.
5. **Cas additionnels de suspension.** Le FIDA peut suspendre, totalement ou partiellement, le droit du Gouvernement à solliciter des retraits sur le compte du prêt au cas où le manuel d'exécution du projet, ou l'accord relatif à l'exécution du projet et à l'administration du prêt, ou l'une quelconque de leurs dispositions, ont fait l'objet d'une mutation, d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification quelconque sans le consentement préalable du FIDA, lequel a estimé que cette mutation ou dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu, ou risque d'avoir, des conséquences matérielles défavorables non négligeables sur le projet.
6. **Manuel des procédures d'exécution du projet.** L'UGP rédigera un projet de manuel d'exécution. La CIARA prendra toutes mesures utiles pour faire en sorte que le projet soit approuvé par le comité directeur. Le FIDA donnera ensuite son aval à ce manuel, qui devra être adopté sous la forme approuvée par le FIDA.
7. **Accord d'exécution du projet et d'administration du prêt.** Le Gouvernement, le MAT et la CIARA signeront un accord stipulant l'obligation pour le Gouvernement de transférer à la CIARA, par l'intermédiaire du MAT, les fonds nécessaires provenant du prêt, et de mettre à sa disposition l'ensemble des installations, services et fonds de contrepartie qui pourront être nécessaires à l'exécution du projet; cet accord spécifiera également les obligations de la CIARA en ce qui concerne l'exécution du projet.
8. **Agence d'exécution.** Le MAT assumera la responsabilité globale de l'exécution du projet, dont il délèguera l'exécution directe à la CIARA en vertu de l'accord d'exécution du projet et d'administration du prêt.

9. **Équité entre les sexes.** La CIARA fera en sorte que le personnel du projet comprenne au moins 30% de femmes. À cet égard, le projet s'attachera à créer les conditions propices à l'égalité d'accès à toutes les possibilités offertes dans le cadre du projet, et à combler l'écart entre les hommes et les femmes du monde rural sur le plan de l'éducation et de la formation.

10. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** La prise d'effet de l'accord de prêt sera subordonnée au respect des conditions préalables suivantes:

- (a) le comité directeur a été mis en place à la satisfaction du FIDA;
- (b) l'UGP a été créée, et le directeur du projet a été sélectionné et nommé à la satisfaction du FIDA;
- (c) le compte du projet et le compte spécial ont été dûment ouverts;
- (d) le Gouvernement a communiqué au FIDA un exemplaire signé de l'accord d'exécution du projet et d'administration du prêt, dont la forme et le fond donnent satisfaction au FIDA;
- (e) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution par le Gouvernement des obligations au titre dudit accord ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes; et
- (f) le Gouvernement a communiqué au FIDA un avis favorable dont la forme et le fond donnent satisfaction au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

VENEZUELA

Land area (km² thousand) 2001 1/	882	GNI per capita (USD) 2001 1/	4 760
Total population (million) 2001 1/	24.63	GDP per capita growth (annual %) 2001 1/	0.7
Population density (people per km²) 2001 1/	28	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/	13
Local currency	Bolivar (VEB)	Exchange rate: USD 1.00 =	VEB 1 600
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	2.0	GDP (USD million) 2001 1/	124 949
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	23	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	1.8
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	5	1991-2001	1.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	19	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	74	% agriculture	5
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	50
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	20
Total labour force (million) 2001 1/	10.17	% services	45
Female labour force as % of total 2001 1/	35	Consumption 2000 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	8
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	102 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	68
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	7	Gross domestic savings (as % of GDP)	24
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	2 484	Merchandise exports 2001 1/	27 409
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	14 a/	Merchandise imports 2001 1/	18 022
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	5 a/	Balance of merchandise trade	9 387
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	5 a/	before official transfers 2001 1/	3 735
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	3 931
Population using improved water sources (%) 2000 3/	83	Foreign direct investment, net 2001 1/	3 300
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	68	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-4.4
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	25
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	12	Total external debt (USD million) 2001 1/	34 660
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	1 033	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	30
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	123	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	25
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	3 035	Lending interest rate (%) 2001 1/	23
Land Use		Deposit interest rate (%) 2001 1/	16
Arable land as % of land area 2000 1/	3		
Forest area as % of total land area 2000 1/	56		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	17		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

PREVIOUS IFAD FINANCING IN VENEZUELA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Sucre Support Project for Small Producers	IFAD	CAF	O ¹	28 Apr 88	22 Feb 89	31 Dec 98	L - I - 222 - VE	SDR	7 800 000	99.9%
Support Project for Small Producers in the Semi-Arid Zones of Falcon and Lara States	IFAD	CAF	O	04 Apr 91	25 May 93	30 Dec 04	L - I - 279 - VE	SDR	11 350 000	78.9%
Economic Development of Poor Rural Communities Project	IFAD	CAF	O	11 Sep 96	25 Jun 98	31 Dec 04	L - I - 427 - VE	SDR	8 250 000	37.1%
Agro-Productive-Chain Development Project in the Barlovento Region	IFAD	CAF	O	13 Sep 00			L - I - 541 - VE	SDR	9 750 000	

¹ O = Ordinary

LOGICAL FRAMEWORK

Objectives	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>GOAL OF THE PROJECT</p> <p>1. Contribute to improvements in the quality of life in poor rural communities by means of an integrated rural development strategy in micro-watersheds in accordance with the Millennium Development Goals</p>	<p>1. The quality of life¹ of 80% of the population in the communities has improved (health care, education, housing, drinking water, gender equity, environment and other aspects of human welfare)</p>	<p>Ex post project evaluation (survey and case study using the Q methodology;² a baseline study is used for purposes of comparison)</p>	
<p>GENERAL OBJECTIVE OF THE PROJECT</p> <p>2. The level of poverty among the population in the semi-arid zones of the states of Falcon and Lara is reduced by means of a social and economic process which is gender-focused and environmentally sustainable</p>	<p>2.1. 20 000 poor rural women and men benefit directly from project activities</p> <p>2.2. 30 000 poor rural women and men benefit indirectly from project activities</p> <p>2.3. Rural poverty levels are reduced by 50% among the people in the 56 target communities</p>	<p>Completion evaluation (survey and case studies using the Q methodology; a baseline study is used for comparison)</p> <p>Systematic approach; direct observation</p>	<p>Climatic conditions are normal</p> <p>Socio-political situation is stable</p> <p>The PMU implements the project according to the strategy outlined during project formulation</p>

¹ During the formulation mission, participatory exercises were conducted in the communities in order to understand the long-term vision of the population. In this way, it emerged that the people wished to improve the quality of their lives. Specifically, this meant not only improvement in productive aspects, but also (and as a result) health, education, gender equality, drinking water, housing, sports facilities, culture, environment and so on.

² The Q methodology is an innovative, participatory methodology that combines quantitative and qualitative approaches.

<p>SPECIFIC OBJECTIVE OF THE HUMAN AND SOCIAL CAPITAL DEVELOPMENT COMPONENT</p> <p>3. The rural poor and their organizations in the semi-arid zones are empowered to participate in and coordinate their own efforts to achieve local development</p>	<p>3.1 360 youth develop profitable and sustainable businesses</p> <p>3.2 650 youth participate in the labour force on a permanent basis</p> <p>3.3 14 municipal governments are strengthened so that they can manage and foster rural development</p> <p>3.4 14 municipal technical services (<i>salas técnicas</i>) are strengthened in their technical initiatives aimed at rural development</p> <p>3.5 14 civil associations are strengthened so that they can facilitate rural development in their communities</p> <p>3.6 At least 56 formal organizations have the capacity to identify and manage the rural development process</p> <p>3.7 84 social and service infrastructure projects are carried out</p> <p>3.8 120 sports and socio-cultural projects are carried out in the communities</p> <p>3.9 70% of economic and financial organizations have at least 35% women members</p> <p>3.10 70% of economic and financial organizations have at least 30 women presidents or vice-presidents</p> <p>3.11 60% of the couples who took part in the reproductive health programme have assumed the responsibilities of parenthood</p> <p>3.12 At least 60% of the couples who took part in this programme and have more than four children have adopted family planning methods</p> <p>3.13 The population of the 56 target communities has been empowered to achieve development</p>	<p>Monitoring and evaluation unit and component reports</p> <p>Case studies using the Q methodology, the systematic approach and direct observation</p> <p>Midterm evaluation (a baseline study used for comparison)</p>	<p>The communities are motivated and committed to the project, and the municipal governments are willing to take part in it.</p> <p>Conditions on local, regional and national markets favour the absorption of the young people who have been trained</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>SPECIFIC OBJETIVE OF THE NATURAL RESOURCE MANAGEMENT COMPONENT</p> <p>4. Processes for the rehabilitation, conservation and protection of natural resources are launched in the micro-watersheds</p>	<p>4.1 14 target micro-watersheds carry out an integral programme for the rational and efficient use and management of natural resources</p> <p>4.2 14 micro-watersheds establish integrated systems for the efficient use and management of natural resources</p> <p>4.3 160 establishments in 16 micro-watersheds implement production and conservation plans</p> <p>4.4 Indicators to evaluate environmental services are used by the project for the benefit of the population</p> <p>4.5 At least 20 primary schools in the micro-watersheds provide environmental education activities at different stages in the education of students</p> <p>4.6 40% of adult women who live in the 56 target communities use natural resource conservation techniques</p>	<p>Monitoring and evaluation unit and component reports</p> <p>Case studies using the Q methodology, a systematic approach and direct observation</p> <p>Midterm evaluation (a baseline study used for comparison)</p>	<p>Activities are implemented in coordination with other components of the project and other institutions</p> <p>Institutions develop a long term vision</p> <p>The people in the communities become sensitive about the proper care of the environment</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>SPECIFIC OBJETIVE OF THE PRODUCTION DEVELOPMENT COMPONENT</p> <p>5. Facilitate the transformation of subsistence production into market-oriented, profitable and sustainable business production</p>	<p>5.1 780 microenterprises are active in the market at various levels of development³</p> <p>5.2 320 (40%) of the microenterprises are owned by women</p> <p>5.3 116 microenterprises owned by young men and women are created through the entrepreneurship programme</p>	<p>Monitoring and evaluation unit and component reports</p> <p>Case studies, a systematic approach and direct observation</p> <p>Mid-term evaluation (baseline studies used for comparison)</p>	<p>The context favours economic development</p>
<p>SPECIFIC OBJETIVE OF THE RURAL FINANCIAL SERVICES COMPONENT</p> <p>6. Facilitate the access of the rural poor to financial services</p>	<p>6.1 At least 28 <i>cajas rurales</i> facilitate the access to financial services among communities at different levels of development</p> <p>6.2 22 Organized groups reach agreements to facilitate the access to formal credit</p>	<p>Monitoring and evaluation unit and component reports</p> <p>Case studies, a systematic approach and direct observation</p> <p>Mid-term evaluation (a baseline study used for comparison)</p>	<p>The context favours economic development</p>

³ A typology of the various possible development situations will be used (for this case and for indicator 6.1), taking into account the experience gained by IFAD through the Economic Development of Poor Rural Communities Project in Venezuela.

ACTIVITIES OF THE HUMAN AND SOCIAL CAPITAL DEVELOPMENT COMPONENT	ACTIVITIES OF THE NATURAL RESOURCE MANAGEMENT COMPONENT	ACTIVITIES OF THE PRODUCTION DEVELOPMENT COMPONENT	ACTIVITIES OF THE RURAL FINANCIAL SERVICES COMPONENT	ACTIVITIES OF THE MONITORING AND EVALUATION UNIT
<ol style="list-style-type: none"> 1. To establish cooperation agreements with the municipal governments and the communities in 28 micro-watersheds 2. To undertake participatory community assessments and develop strategic plans for the micro-watersheds (SPM) 3. To identify interest groups and formal and informal organizations 4. To coordinate and articulate the SPM with the municipal development plan 5. To plan and carry out support programmes among different organizations, including community organizations, committees, municipal governments, service providers, businesses, etc. 6. To plan and carry out two labour market and business or service development studies 7. To plan and carry out the youth job training programme (1 800 youth, 50% of whom are women) 8. To manage the co-responsibility fund for social action and community services (USD 750 000) 9. To implement cultural and sports projects in the target communities 	<ol style="list-style-type: none"> 1. To identify the micro-watersheds in coordination with municipal governments 2. To assist in the formulation of the SPM in the areas relevant to the component 3. To plan and carry out environmental education activities at different levels in schools in the micro-watersheds 4. To provide infrastructure for the rehabilitation, management and conservation of natural resources in the micro-watersheds according to the SPM 5. To reach institutional agreements for the development of indicators to evaluate environmental services 6. To draw up legal norms that enable communities to organize the protection of their natural resources 	<ol style="list-style-type: none"> 1. To assist in the formulation of the SPM in those areas relevant to the component 2. To plan and carry out support activities for production systems according to the SPM 3. To develop support services for the microenterprises 4. To create and implement the entrepreneurship programme to provide entrepreneurs with training and technical assistance 5. To plan and carry out support activities for marketing the products of microenterprises 6. To coordinate activities with the Rural Microenterprise Support Programme in Latin America and the Caribbean (PROMER) and other regional programmes of IFAD 	<ol style="list-style-type: none"> 1. To assist in the formulation of the SPM in those areas relevant to the component 2. To plan and carry out training and technical assistance activities for the 32 <i>cajas rurales</i> of PROSALAF A I 3. To set up 12 <i>cajas rurales</i> in the new target areas 4. To work in coordination with the production development component in the provision of financial assistance to entrepreneurs through the <i>cajas rurales</i> 5. To develop agreements to participate in the mutual guarantee companies 6. To plan and carry out training programmes for financial agents and the PMU 7. To hold an annual meeting among the <i>cajas rurales</i> involved in the project 	<ol style="list-style-type: none"> 1. To appoint a coordinator and recruit an assistant (affirmative action) 2. To provide support for other recruitments carried out by the PMU 3. To provide the staff of the PMU and other actors with training in monitoring and evaluation 4. To draft terms of reference, recruit and implement the consultancies proposed at the beginning of the project 5. To coordinate activities with IFAD regional programmes (such as the Programme for Strengthening the Regional Capacity for Monitoring and Evaluation of Rural Poverty-Alleviation Projects in Latin America and the Caribbean - PREVAL) 6. To support proposed external evaluation studies (such as baseline studies) 7. To implement the monitoring and evaluation strategy in the various components and among related actors 8. To create and implement the computerized information programme and the electronic communication web 9. To organize an annual seminar in monitoring and evaluation <p>ACTIVITIES OF THE GENDER UNIT</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. To appoint a coordinator (affirmative action) 2. To provide support for other recruitments by the PMU 3. To provide gender training to the staff of the PMU and other actors 4. To draft terms of reference, recruit and implement the consultancies and studies proposed 5. To coordinate activities with the Regional Programme to Consolidate Gender-Mainstreaming Strategies in IFAD-Financed Projects in Latin America and the Caribbean (PROGENERO) and other IFAD regional programmes 6. To support the proposed external evaluation studies in gender-related areas 7. To implement the gender strategy in the various components of the project and among actors 8. To coordinate activities with the monitoring and evaluation unit so as to provide the monitoring and evaluation system with a gender perspective

LESSONS LEARNED FROM PHASE I OF THE PROSALAF A PROJECT¹

A. Performance of the Project Management

1. The project executing unit's management performance was more than satisfactory. The project maintained continuity in management and among the majority of professional and technical staff for almost eight years. This continuity, truly praiseworthy given the institutional instability of the period, allowed lines of activity to be maintained and fostered consistent approaches and ongoing actions for the benefit of the target group, albeit with material resources significantly below those budgeted. The monitoring and evaluation functions were adequately performed, *although with some operational weaknesses.*

B. Exploitation and Management of Water Resources

2. After almost ten years of operation in a difficult institutional and economic environment, PROSALAF A succeeded in overcoming the main obstacle identified during formulation, namely, the scarcity of water for human consumption, irrigation and animal drinking sites. This outcome was achieved through efficient and effective management and the great success in the efforts at motivation and grass-roots organization hitherto non-existent in the zone. *However, the achievements are not yet sufficient to satisfy the initial demand or the demand generated during the years of implementation.*

C. Natural Resources and Environmental Management

3. *PROSALAF A demonstrates the need to introduce integrated approaches towards environmental management in projects to combat rural poverty* in the fragile ecological conditions of tropical semi-arid areas. The objective of achieving the 'rational management of natural resources' was only marginally achieved by the project because of weaknesses in implementation and the approach set out during project design.

D. Training

4. PROSALAF A has reached almost 6 500 families in the area through various services, albeit primarily through activities to promote organization and training. These results are a remarkable achievement given the initial situation. *The training of producers is considered one of the most significant achievements of the project and a key factor in the increase not only in the population's technical capacity, but also fundamentally in its self-confidence and organization.*

E. Generation and Transfer of Technology

5. Given the competitive advantages of the region in the production of fruit and vegetables under irrigation, both irrigation schemes and the adoption of appropriate technologies to ensure viable productivity are an essential requirement if production is to be increased. *PROSALAF A has contributed successfully to the provision of irrigable areas and the necessary technologies project beneficiaries even though coverage has been limited thus far.*

F. Marketing of Inputs and Products

6. *The marketing of agricultural inputs and products is still an obstacle to the achievement of higher agricultural incomes among the beneficiaries.* While there are stable, expanding markets for most market garden products, marketing channels are still imperfect and allow intermediaries to make extraordinary profits. Non-traditional agricultural products and artisan products still require support so that markets and more effective marketing channels can be developed.

¹ Agricultural census, Ministry of Agriculture, 1997.

G. Rural Financial Services

7. *The credit and financial services component was executed in a way that was substantially different from the original design, which contained serious weaknesses both in the estimates of the demand for financing and in the supply and channeling of credit. In financial terms, implementation achieved only 18% of the amount originally programmed. PROSALAFAs continued to reformulate the component throughout project execution so that there are now three coexisting modalities of credit (that is, rural banks, the revolving fund for rural activities, and agreements with state funds). Analysis of experience and careful formulation of a sustainable rural financing strategy are critical for the future.*

H. Organizations and the Formation of Social Capital

8. *The effort to establish grass-roots organizations, virtually non-existent at the start of the project, has been extremely successful. There are now over 900 organized groups based around water sources and some 270 settlements organized around other services. The consolidation of the more highly developed organizations (for example, the formation of a second level of organizations in municipalities or regions) is at an embryonic stage thus far. Certainly, the sustainability of the efforts and achievements to date will depend on the establishment of such organizations.*

I. Gender

9. *The gender approach was successfully adopted through PROSALAFAs despite the persistence of some conceptual and operational shortcomings. Although the project design addressed the gender theme through the 'women in development' approach current at the time of formulation, the project aligned itself with the new gender-in-development approach. This demonstrates the ability of PROSALAFAs to adjust to progress in this area.*

THE POVERTY AND GENDER SITUATION IN VENEZUELA

1. Based on preliminary information from Venezuela's 2001 population census, about 45% of the total population lives in poverty, and almost half of these people (20% of the population) are living in extreme poverty. According to the census, by 1990 there were 10 to 11 million people who fell under the poverty line, and 4 to 5 million people fell under the extreme poverty line. Due to the systematic economic decline, the incidence of rural poverty in Venezuela has risen over the last two decades. The incidence of poverty is much higher among the rural population (71%) than it is among the urban population (41%). In 1990, there were 81 rural municipalities in which more than 60% of the households were poor, but, by 2000, this figure had increased to 121 rural municipalities. During this period, the number of poor households grew from 223 000 to 542 000.¹

2. The causes of poverty in Venezuela can be traced to historical, economic and political factors. The general economic recession of the last two decades has contributed significantly to the rise in rural poverty. The short periods of economic growth have not been sufficient to achieve any impact on poverty because of the high income inequality in Venezuela. At the rural household level, the determinants of poverty include: (a) the lack of access to productive resources (land, quality soils, irrigation); (b) the limited access to basic services, particularly education, as level of education has been identified as a significant factor in household poverty; (c) the lack or limited number of social organizations; (d) the lack of access to markets; (e) the lack of access to appropriate technical and financial services; and (f) the lack of job training and support for access to formal employment.

3. Due to the ongoing economic crisis of the last decade, the living conditions of the rural poor have been declining in recent years. The majority of rural homes are made of adobe and are not well maintained; 49% have earthen floors, and 66% do not have running water or electricity. The extremely poor households have an average of 5.8 family members and only one room. The access of these households to schooling, health care and markets is very limited or non-existent. Schooling is a very serious problem because almost half of the extremely poor are children aged 0 to 14.

4. The rural poor can be divided into two main categories according to economic activity: peasant farmers (about 169 000) and agricultural and non-agricultural wage-workers (about 233 000). About one third of the economically active poor population is employed in non-agricultural activities. Additionally, rural women and indigenous and black people represent important segments among poor vulnerable groups in rural areas.

- (a) **Peasant farmers:** producers who belong to the lowest social strata among the peasantry. They have access to small pieces of land (which they own or rent) from which they obtain part of the products they require for subsistence, but they have to sell their labour to satisfy basic needs. Generally, the dependence of these producers on external employment is such that they could also be considered as members of the second category (below). The main difference between categories (a) and (b) lies in the fact that small farmers have access to land. The incidence of poverty is relatively high among this category: 76% are poor and 52% are extremely poor.
- (b) **Agricultural and non-agricultural wage-workers:** landless producers, both men and women, who do not have access to the basic means of production and employment. To ensure their subsistence, they depend totally on the sale of their own labour and the labour of their families and on small family enterprises. This category of people could benefit from land reform in terms of access to land and to services.

¹ Agricultural census, Ministry of Agriculture and Lands, 1997.

APPENDIX V

5. **Rural Women.** The situation of women in Venezuela is quite particular in that only 1.6% of economically active women are working in agriculture. The majority of these women are working in the informal sector in agriculture, as well as in the industrial and service sectors. Women who work in rural areas remain behind professionally and are isolated.² According to statistical figures, women represent 14.2% of the labour force in rural areas in Venezuela. They are typically landless workers who have to sell their labour to mid-size and large farms and industrial enterprises. Women are hired in large numbers during the harvest season for traditional crops (coffee and cocoa) in the Andes and the Central and Eastern regions, for fruits and vegetables in the Central and Western regions and as tobacco graders and dryers during the tobacco harvest. They also participate in livestock production, mainly in herding, and milking activities (42%) and in processing and marketing (37%). In spite of the efforts of many development projects that have focused on income-generation activities among women, planners have not paid adequate attention to the daily burden of household chores among women. This burden tends to increase women's work and the tasks they must accomplish. These projects include productive activities with very low returns and at a very low scale. Thus, rural women generally do not obtain sufficient incomes to advance beyond the subsistence level.

6. **Indigenous people.** This represents an important population group, which generally lives in conditions of severe poverty. Some ethnic groups are already involved in IFAD projects (Warao, Kariña). The IFAD-financed Poor Rural Communities Support Project and many non-governmental organizations (through public and private projects) are providing them with assistance.

7. **Black and mixed-race populations.** This category includes early migrants from Africa who settled along Venezuela's Caribbean coast and who show high levels of poverty and exclusion. Many are currently involved in the IFAD-financed Barlovento Project.

8. Rural poverty is widely distributed throughout Venezuela and exists even in slums located near urban areas. Almost 5% of the rural poor live close to Caracas, the capital city. About half the rural poor live in the Centro Occidental and the Andes regions, and almost 70% of the rural poor are concentrated in these two regions and the Nororiental region. These regions have, respectively, 74%, 65% and 72% of their populations living under the poverty line. The Llanos and Zuliana regions are home to 19% of all rural poor, but have, respectively, 80% and 75% of their total populations living under the poverty line (see table below).

INCIDENCE OF RURAL POVERTY BY REGION (%)

Region	Incidence	Distribution
Capital	64.59	4.54
Central	61.85	4.41
Centro Occidental	74.44	27.12
Zuliana	75.52	9.53
Andes	65.20	23.19
Llanos	80.36	9.67
Nororiental	71.54	15.45
Sur	77.85	6.08
Total	71.31	100.00

Source: IFAD (1999), Country Strategic Opportunities Paper for Venezuela.

² Agricultural census, Ministry of Agriculture and Lands, 1997.

PROJECT STRATEGY AND DESIGN

Project Conceptual Framework

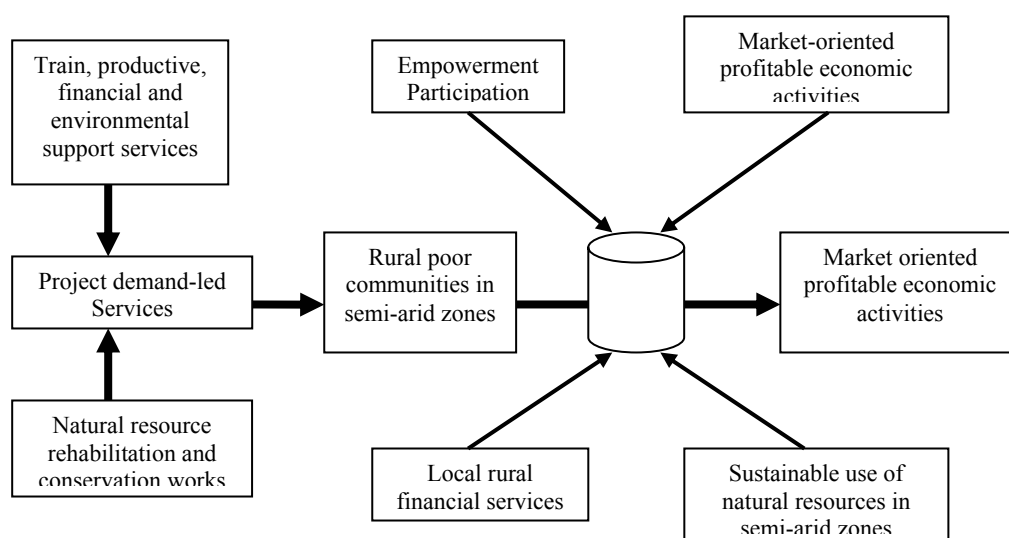


TABLE 1: PROJECT DESIGN MATRIX

Project Strategic Operational Axes	Strategic Framework for IFAD 2002–2006			Outputs
	Human and Social Assets	Productive Assets and Technology	Financial Assets and Markets	
Human and Social Capital Development	Strengthening the participatory capacity of the rural poor and their organizations	Participation in planning of local investments in productive infrastructure	The development of local markets	Empowerment, better living conditions, better educational levels
Rehabilitation, Conservation and Management of Natural Resources in Semi-Arid Zones	Training and consciousness-raising on natural resource conservation issues	Environmentally sustainable agricultural and non-agricultural productive practices	Access to higher price markets through higher quality agricultural and non-agricultural products	Rehabilitation of natural resources in semi-arid zones, access to water, and improved soils
Production Development	Strengthening the income-generating capacity of the poor	Access to local rural technical support services for production and marketing	Access to local rural marketing support services and financial services	Higher incomes
Rural Financial Services	The organization of local rural financial services (<i>cajas rurales</i>)	Access to financial services to enhance the capacity to use improved and innovative technologies	Access to savings, credit and other financial services	Empowerment, higher incomes

APPENDIX VI

TABLE 2: CONCEPTUAL AND OPERATIONAL DIFFERENCES BETWEEN PHASES I AND II OF PROSALAFÁ

	1st Phase	2nd Phase
1.	The project focused on the semi-arid zones of the states of Falcon and Lara, with the family productive system as the basic unit for agricultural extension planning	Micro-watersheds have been selected as the basic territorial unit for rural development in the semi-arid zones
2.	Emphasis on water conservation for human, agriculture and livestock use. Pilot actions related to natural resource conservation	Priority actions and investments in the integrated rehabilitation, use and management of natural resources in the semi-arid zones
3.	Main focus on productive and credit services and the strengthening of community organizations	Integral approach to rural development, involving social, economic, productive and environmental aspects, along with gender equity
4.	PROSALAFÁ evolved over the years to a more participatory approach. The term 'empowerment' was coined several years after the design of the project	Participation and empowerment among rural communities in the semi-arid zones
5.	Annual planning based on annual workplans	Strategic planning using participatory methodologies; communities and micro-watersheds as planning units
6.	Extension services based within the project offer technologies for agriculture and goat production, without any market or microenterprise focus	Microenterprise and market-oriented economic activities; a priority on competitive clusters and value-added chains
7.	PROSALAFÁ was designed as a self-sustained project, with limited institutional coordination, but evolved over the years to seek interinstitutional coordination	Public and private intra and interinstitutional coordination, particularly with municipal and state governments
8.	Large management units and many field staff, but no external service contractors	Small management units and fewer field staff, with all services contracted to private service providers

TABLE 3: ECONOMIC DEVELOPMENT OPPORTUNITIES AMONG THE TARGET POPULATION

Clusters	Project, Phase II Actions	
	Production	Marketing
Vegetables	Water storage and management Soil conservation and management Cost efficient productive technologies	Training Price information Market intelligence
Pineapples	Water storage and management Soil conservation and management Contour planting Cost efficient productive technologies	Associative marketing Storage facilities Local wholesale fairs Distilling technologies for liquor production
Cocuy (<i>Agave cocui</i>)	Water management	Contract production
Aloe vera (<i>Aloe barbadensis</i>)	Soil conservation and management Contour planting	Processing technologies for artisan shampoo and soap production
Sisal (<i>Agave sisalana</i>)	Cost efficient productive technologies	
Goats	Water storage and management Soil and vegetation conservation and management Supplementary feeding Breed improvement Better sanitation and herd management	Milk and kid price information Associative marketing Processing technologies for artisan cheese, milk candies and hide production Training
Hammocks	Associative purchasing of inputs Improved design and quality control	Price and market information Associative marketing
Fabrics	Organization of family labour Creation and consolidation of productive organizations	The development of market points Contract production with traders and exporters
Wood carving	Improved processing technologies for artisan production	Training
Pottery		Participation in local and national fairs

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

